

Cote du document: GC 35/L.10
Point de l'ordre du jour: 14
Date: 17 janvier 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance

Note aux Gouverneurs

Responsables:

Questions techniques:

Brian Baldwin
Conseiller principal en gestion des opérations
téléphone: +39 06 5459 2377
courriel: b.baldwin@ifad.org

Transmission des documents:

Kelly Feenan
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2058
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil des gouverneurs — Trente-cinquième session
Rome, 22-23 février 2012

Pour: **Information**

Rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance

I. Introduction

1. À sa vingt-sixième session, tenue en février 2003, le Conseil des gouverneurs est convenu que le Conseil d'administration appliquerait désormais de façon plus systématique le principe de l'allocation fondée sur la performance prévu par les Principes et critères en matière de prêts, sur le modèle des approches en usage dans d'autres institutions financières internationales (IFI), et adopterait à cette fin un système d'allocation fondé sur la performance (SAFP). Il a en outre délégué au Conseil d'administration le pouvoir de définir dans le détail la conception et la mise en œuvre de ce système.
2. Plusieurs autres institutions financières de développement recourent à des SAFP, notamment la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque de développement des Caraïbes (CARIBANK), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), la Banque interaméricaine de développement (BID) et l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale. Toutes ces IFI appliquent un système évaluant tant la performance que les besoins et, une fois par an, se réunissent avec le FIDA afin d'examiner les problèmes rencontrés et les progrès accomplis.
3. Le SAFP repose sur l'établissement d'allocations annuelles mises en œuvre dans le cadre de cycles triennaux ou "périodes d'allocation". Au cours de chaque cycle, le FIDA réexamine annuellement les allocations *ex ante* en fonction des résultats des évaluations de la performance du pays conduites chaque année, afin de tenir compte des changements importants relatifs aux besoins et/ou des progrès des pays, constatés dans la sphère politique et institutionnelle. Le premier exercice d'allocation a porté sur la période 2005-2007. L'exercice actuel couvre la période 2010-2012, qui coïncide avec celle de la huitième reconstitution. Le Rapport de la Consultation sur la septième reconstitution des ressources du FIDA¹ a confirmé que l'extension du système uniforme d'allocation à l'ensemble du programme de prêts du FIDA entrerait en vigueur pour le programme de travail de 2007 (c'est-à-dire la première année de la période couverte par la septième reconstitution), et que les allocations régionales fixes cesseraient alors de s'appliquer.
4. L'annexe I contient les notes de pays pour 2011 par région et les allocations par pays au titre de la huitième reconstitution (2010-2012), en précisant à la fois les montants des allocations finales de pays pour l'année 2012 et les montants révisés des allocations de pays pour la période 2010-2012. Dans une optique d'amélioration de la gestion des allocations sur la période de trois ans, les montants mentionnés pour les pays qui ne devraient utiliser qu'une partie de l'allocation à laquelle ils pourraient prétendre correspondent au niveau de financement attendu.
5. L'annexe II présente le détail de l'évaluation du cadre sectoriel du développement rural pour 2011, au regard des critères d'évaluation définis dans le document EB 2003/80/R.3. Ces évaluations constituent la base de calcul de la note affectée à la performance du secteur rural, qui entre en ligne de compte pour établir la performance globale, et ainsi la note du pays et le montant de son allocation.
6. L'annexe III concerne les pays admis à recevoir un financement CSD en 2012. Les pays classés comme pays "rouges" bénéficieront d'un financement du FIDA exclusivement sous forme de dons et les pays classés "jaunes" recevront un financement à 50% sous forme de prêts et à 50% sous forme de dons. Les

¹ La contribution du FIDA à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement: Rapport de la Consultation sur la septième reconstitution des ressources du FIDA (2007-2009) (document GC 29/L.4).

allocations au titre du CSD seront faites conformément à la norme SAFF. L'admissibilité au CSD fait l'objet d'une actualisation annuelle sur la base de l'analyse de la soutenabilité de la dette réalisée par le FMI/la Banque mondiale.

II. Ajustements apportés au SAFF

7. Après l'entrée en vigueur de ces systèmes, tous ceux qui les ont pratiqués ont reconnu la nécessité d'y apporter des ajustements et des améliorations. À sa session d'avril 2006, le Conseil d'administration est convenu de ce qui suit:
 - a) Conformément à l'Accord portant création du FIDA, les ressources du Fonds continueront d'être utilisées "compte étant dûment tenu du principe d'une répartition géographique équitable". En outre, l'application d'un système uniforme d'allocation à partir de 2007 permettra au FIDA, conformément à ce qui a été décidé lors de la septième reconstitution, de "continuer à affecter à l'Afrique subsaharienne un pourcentage de ressources au moins égal à celui que la région reçoit actuellement, sous réserve que la performance individuelle des pays le justifie".
 - b) Le coefficient de pondération de 0,45 est considéré comme le "point d'équilibre" auquel la population conserve une influence importante dans la détermination des "besoins" au sein de la formule, tout en laissant une place importante à la performance et au revenu national brut par habitant. Il a donc été convenu que la formule serait modifiée pour affecter à la population un coefficient de pondération révisé de 0,45.
 - c) De l'avis général, eu égard au fait que l'action du FIDA est spécifiquement axée sur la lutte contre la pauvreté rurale, l'utilisation du critère relatif à la population rurale (plutôt qu'à la population totale) dans la formule répondrait mieux au mandat du Fonds. En conséquence, il a été décidé d'appliquer le concept de population rurale à compter du programme de travail pour 2008.

III. Groupe de travail sur le SAFF

8. Après avril 2006, il a été décidé de constituer un groupe de travail chargé d'élucider les questions qui surgissent au fur et à mesure de l'application du SAFF. Dans le Rapport de la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA, approuvé par le Conseil des gouverneurs en février 2009, il était demandé au Conseil d'administration d'inviter le groupe de travail sur le SAFF à poursuivre ses travaux et à examiner les pratiques adoptées par d'autres IFI dans une optique d'amélioration du système. L'examen devait porter sur les points suivants: la pondération respective des différents éléments de la formule utilisée pour calculer l'allocation au titre du SAFF, le niveau actuel des allocations minimale et maximale et la nécessité éventuelle d'affecter à titre exceptionnel des fonds aux pays particulièrement vulnérables, outre le soutien actuellement accordé aux pays sortant d'un conflit. Les méthodes adoptées par d'autres IFI pour réaffecter les ressources devaient également être étudiées. Le 23 juin 2011, les membres du groupe de travail ont été invités à se joindre au personnel du FIDA pour assister à une présentation du SAFF de l'IDA.

IV. Réunion technique des banques multilatérales de développement et des institutions financières internationales sur le SAFF

9. En juin 2011, la BAfD a accueilli à Tunis la septième réunion technique sur le SAFF (La réunion de 2008 s'était tenue au FIDA). Faisant le bilan de la mise en œuvre du SAFF, les participants ont constaté que la Consultation sur la seizième

reconstitution des ressources de l'IDA, récemment achevée, était convenue que le système actuel "donnait généralement de bons résultats"².

10. Les participants ont débattu de l'utilisation de critères de performance des pays correspondant à leur mandat et noté que le FIDA se concentrait sur les indicateurs ruraux et agricoles, tandis que la CARIBANK donnait plus de poids à la vulnérabilité environnementale. En réponse aux recommandations du Groupe indépendant d'évaluation, la Banque mondiale a entrepris un examen approfondi de son système d'évaluation des politiques et institutions nationales (CPIA). Des changements seront apportés aux critères pour 2011, et les directives à l'intention du personnel préciseront de quelle manière les considérations relatives au stade de développement du pays devront être prises en compte dans le CPIA (également utilisé par le FIDA pour évaluer la performance).
11. Toutes les institutions appliquent sensiblement les mêmes politiques de diffusion des informations: elles publient généralement des notes globales mais pas de fiches individuelles. La nécessité de maintenir la sincérité des évaluations est la principale raison pour laquelle elles ne sont pas divulguées. La Banque mondiale et la BAfD ne publient pas les CPIA de leurs pays membres afin d'éviter toute répercussion négative sur les marchés privés et les agences de notation.
12. Les participants ont relevé la volatilité des notes relatives à la performance du portefeuille et noté que l'amélioration des critères d'identification des projets potentiellement problématiques et un système efficace d'alerte rapide pourraient contribuer à réduire la volatilité des allocations tenant au portefeuille. La BASD a entrepris de mettre en place un système révisé de rapports sur la performance des projets tenant compte de la différence entre les valeurs cumulatives réelles et initiales des marchés attribués et des décaissements. Cette démarche est analogue à celle du rapport de suivi des progrès, adopté par la BID en 2009, qui prenait en compte la portée, le coût et le calendrier d'exécution des projets. D'autres participants ont noté que la mesure de la performance portait autant sur la conception des projets que sur les estimations *ex ante* concernant leur exécution.
13. La BID, l'IDA, le FIDA, la BASD et la BAfD prennent tous en considération le RNB par habitant et la population pour mesurer les besoins. Toutefois, seules l'IDA et la BAfD affectent les mêmes exposants à ces facteurs dans la formule de leurs allocations fondées sur la performance (AFP). Il a été noté que le FIDA ayant pour mandat la réduction de la pauvreté rurale, il utilise la population rurale et le RNB par habitant³. Les participants ont débattu de l'équilibre entre les besoins et la performance dans la formule de l'AFP et sont convenus que, si des facteurs étaient ajoutés à la composante "besoins", en apportant les modifications qui en résulteraient, il faudrait veiller à ce que la performance reste l'élément principal dans la détermination des allocations.
14. Les participants ont souligné l'importance des instruments et des modalités de l'aide dans la résolution des problèmes de développement des pays et examiné les risques d'une concentration excessive sur le volume de l'aide. À cet égard, ils ont reconnu que le facteur déterminant pour adapter les interventions aux besoins et à la situation des clients était les stratégies des pays plutôt que le seul volume de l'aide. Les participants ont noté que les principales parties prenantes (à savoir les parlements) s'intéressaient en fin de compte aux résultats et au rapport qualité-prix, de sorte que la plupart d'entre eux sont convenus que, dans la recherche d'un équilibre entre la performance et les besoins dans les systèmes d'allocation, l'obtention de résultats devait continuer d'être le point de mire.

² Rapport des directeurs exécutifs de l'IDA au conseil des gouverneurs: Additions to IDA Resources: Sixteenth Replenishment, Washington, mars 2011.

³ Il n'existe pas actuellement, au niveau mondial, de source fiable pour le RNB rural.

V. Application du SAFF en 2011

15. La période d'allocation 2010-2012 coïncide avec la huitième reconstitution des ressources et, du fait de l'accroissement des ressources disponibles, il n'a pas été nécessaire de distinguer les pays emprunteurs "effectifs". Les divisions régionales ont donc déterminé les allocations SAFF par pays sur la base des activités prévues au titre des projets et des programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP), et des allocations ont été attribuées en conséquence à 120 pays membres. Cependant, dans une optique de gestion des allocations durant la période triennale, l'allocation des pays qui ne devraient utiliser qu'une partie de leur allocation potentielle a été plafonnée au niveau du financement prévu. Cela devrait permettre de réduire d'autant la nécessité de réaffectations en 2012 et de fournir des paramètres de planification mieux adaptés pour d'autres pays.
16. Dans ces conditions, suivant la méthodologie du SAFF, les notes et les allocations finales de pays ont été attribuées annuellement, puis associées aux chiffres provisoires pour les années suivantes de la période d'allocation afin de déterminer une allocation globale par pays pour la période triennale. Les notes fournies pour 2011 sont finales dans la mesure où elles sont basées sur les notes de pays pour 2010, alors que les allocations pour 2012 sont provisoires⁴. Par suite de l'évolution vers des allocations uniformes, les données ont fait l'objet d'un examen et d'une recherche des méthodes optimales au plan interrégional afin de garantir la cohérence des évaluations et, de ce fait, la méthode de notation des indicateurs de performance du secteur rural a été améliorée. À cet égard, la Division Amérique latine et Caraïbes a travaillé en collaboration étroite avec l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA) au Costa Rica sur les indicateurs de performance du secteur rural pour 2011, afin d'évaluer et de comparer les notes dans l'ensemble de la région.

VI. Mise à jour des notes de pays pour 2011 et allocations par pays pour 2012

17. Au quatrième trimestre de 2011, les données actualisées sur la performance tant du portefeuille que du secteur rural sont devenues disponibles, et la mise à jour des notes de pays pour 2011 a commencé. Les données actualisées sont présentées dans les notes définitives de pays pour 2011 et les allocations par pays pour 2012, qui ont été soumises en décembre au Conseil d'administration, puis rendues publiques conformément aux procédures agréées pour la diffusion, sur le site web du FIDA, des informations sur le SAFF (www.ifad.org/operations/pbas). Comme pour la période d'allocation précédente, les allocations fournies pour 2010, 2011 et 2012 sont finales dans la mesure où elles sont basées sur les notes de pays pour 2009, 2010 et 2011.
18. En 2010 et en 2011, les deux premières années de la période d'allocation, aucune réaffectation entre pays n'a été nécessaire. Il en a été de même dans les autres institutions qui ont adopté un SAFF. Toutefois, lors de l'élaboration du SAFF du FIDA, le Conseil d'administration avait reconnu qu'il pourrait se présenter des circonstances dans lesquelles il ne serait pas possible de mettre à exécution des engagements correspondant aux allocations *ex ante* de pays durant la période d'allocation, en raison par exemple d'une absence de demande de prêts du FIDA ou d'un manque de possibilités d'entreprendre des opérations au titre des activités prioritaires définies dans les COSOP axés sur les résultats. En pareil cas, l'allocation inutilisée devait être réintégrée dans le montant global des ressources à

⁴ Les allocations provisoires sont de par leur nature même fixées à titre indicatif et subordonnées à l'évolution annuelle de la performance (évaluée sur la base des projets à risque, de la performance du secteur rural et de l'indice d'allocation des ressources de l'IDA), de la population et du RNB par habitant. Le cas échéant, on a utilisé des moyennes pondérées pour réduire la variance statistique dans le temps

allouer⁵ afin d'être redistribuée dans le cadre du SAFP en vigueur (document EB 2003/79/R.2/Rev.1, paragraphe 40). En 2012, par conséquent, toutes les ressources inutilisées au cours de la période d'allocation 2010-2012 seront réintégrées dans le montant global des ressources à allouer au cours de la dernière année de la période d'allocation. Les ressources inutilisées seront attribuées en conformité avec la méthodologie du SAFP.

⁵ Le concept du montant global des ressources comme source de fonds à réaffecter a aussi été noté dans la section relative aux ressources non engagée du document EB 2003/79/C.R.P.3.

Période d'allocation 2010-2012
Notes de pays pour 2011 et allocations annuelles pour 2012

Pays	Besoins du pays		Performance du pays					Allocation			Montant total de l'allocation du pays 2010 à 2012
	RNB par habitant en 2010 ^{a/}	Population rurale 2010 ^{b/}	IARI 2010	Performance du secteur rural 2011	PAR 2011	Performance globale du pays	Note globale du pays	2010	2011	2012	
Afrique de l'Ouest et du Centre											
Bénin	780	5 132 937	3,47	4,13	5	4,23	3 545	6 567 208	9 539 866	10 662 120	26 769 193
Burkina Faso	550	13 109 096	3,78	4 17	3	3,75	4 637	10 526 777	12 251 282	13 597 639	36 375 698
Cameroun	1 180	8 153 138	3,17	3,68	4	3,72	3 046	5 105 398	7 638 641	9 393 627	22 137 666
Cap-Vert	3 270	192 944	4,12	4,74	6	5,06	809	1 682 471	2 164 033	2 493 523	6 340 027
République centrafricaine	470	2 689 042	2,75	3,06	4	3,15	1 667	2 429 481	3 841 666	5 014 205	11 285 351
Tchad	620	8 128 499	2,38	3,03	3	2,89	2 149	4 764 849	5 290 229	6 464 013	16 519 090
Congo	2 150	1 532 259	2,89	3,29	4	3,60	1 156	2 831 680	3 169 160	3 563 630	9 564 480
Côte d'Ivoire	1 160	9 849 162	2,70	3,00	6	3,60	3 697	5 298 657	8 043 430	10 840 053	24 182 149
République démocratique du Congo	180	42 745 835	2,67	3,12	4	3,30	8 082	17 240 916	17 857 375	23 697 017	58 795 307
Guinée équatoriale	14 540	422 342		3,15	4	3,31	-	66 667	66 667	66 667	200 000
Gabon	7 740	210 765		3,25	6	4,24	476	0	0	0	0
Gambie	450	724 197	3,35	3,98	6	4,56	1 959	3 672 803	4 614 096	5 744 287	14 031 186
Ghana	1 230	11 830 034	3,88	4,10	5	4,34	4 842	12 061 284	13 421 249	14 566 040	40 048 573
Guinée	400	6 448 107	2,78	3,22	4	3,30	2 823	5 400 548	5 629 341	8 278 570	19 380 459
Guinée-Bissau	590	1 060 657	2,70	2,86	6	3,75	1 470	2 328 854	3 482 849	4 423 068	10 234 771
Libéria	200	1 537 737	2,92	3,04	6	3,95	2 520	2 701 173	6 446 347	7 771 253	16 918 773
Mali	600	10 251 663	3,64	4,02	5	4,15	4 961	8 468 827	11 333 478	14 924 346	34 726 651
Mauritanie	1 030	2 027 427	3,18	3,80	6	4,44	2 402	4 644 187	6 031 918	7 224 769	17 900 874
Niger	370	12 921 457	3,39	3,69	4	3,85	5 344	8 884 117	12 292 703	16 479 469	37 656 289
Nigéria	1 180	79 528 437	3,44	3,59	6	4,40	11 879	22 131 592	29 667 627	36 634 977	88 434 196
Sao Tomé-et-Principe	1 200	62 520	2,98	3,29	6	4,18	427	1 000 000	1 000 000	1 251 788	3 251 788
Sénégal	1 090	7 099 659	3,68	4,17	6	4,71	4 682	8 027 222	11 363 086	14 437 565	33 827 873
Sierra Leone	340	3 614 402	3,26	3,68	6	4,34	3 911	5 707 050	8 132 428	11 765 928	25 605 407
Togo	490	3 411 734	2,89	2,84	4	3,08	1 757	3 590 127	4 541 401	5 285 534	13 417 062
Sous-total Afrique de l'Ouest et du Centre							78 240	145 131 888	187 818 885	234 580 093	567 530 866

^{a/} Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, 20 septembre 2011, données de l'année précédente disponibles sur CD-ROM.

^{b/} Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, 20 septembre 2011, données de l'année précédente disponibles sur CD-ROM.

* Allocation plafonnée.

Pays	Besoins du pays		Performance du pays					Allocation 2010	Allocation 2011	Allocation 2012	Montant total de l'allocation du pays 2010 à 2012
	RNB par habitant en 2010 ^{a/}	Population rurale 2010 ^{b/}	IARI 2010	Performance du secteur rural 2011	PAR 2011	Performance globale du pays	Note globale du pays				
Afrique orientale et australe											
Angola	3 940	7 918 993	2,76	3,24	1	2,47	976	3 096 576	3 714 203	3 010 421	9 821 200
Botswana	6 790	780 702	-	4,34	4	3,97	779	1 514 834	1 941 853	2 403 875	5 860 562
Burundi	170	7 460 736	3,08	3,38	6	4,17	5 949	9 849 652	12 736 720	17 444 333	40 030 705
Comores	750	527 551	2,54	3,17	2	2,67	513	688 519	725 482	792 004	2 206 005
Érythrée	340	4 118 882	2,21	3,38	5	3,71	3 043	6 700 139	8 865 204	8 923 917	24 489 260
Éthiopie	390	68 350 422	3,41	4,16	4	4,09	12 640	32 286 900	34 143 052	38 979 228	105 409 181
Kenya	790	31 518 867	3,79	4,21	5	4,26	8 113	13 688 628	21 942 904	25 020 322	60 651 854
Lesotho	1 040	1 587 233	3,45	3,99	4	3,88	1 639	3 177 751	3 542 492	4 929 684	11 649 927
Madagascar	430	14 458 246	3,36	3,92	6	4,47	7 308	12 511 772	16 622 720	22 535 777	51 670 270
Malawi	330	11 950 474	3,31	3,83	4	3,92	5 528	10 529 351	16 038 878	16 627 919	43 196 147
Maurice	7 750	735 417	-	5,03	2	3,84	685	1 608 960	1 302 546	800 736	3 712 241
Mozambique	440	14 408 711	3,74	3,99	4	3,77	5 159	10 590 647	12 400 226	15 908 441	38 899 314
Namibie	4 500	1 415 639	-	-	4	1,53	-	-	-	-	-
Rwanda	520	8 616 068	3,84	4,54	5	4,53	5 669	10 808 811	13 179 383	17 053 431	41 041 625
Seychelles	9 760	38 677	-	-	4	1,53	-	66 667	66 667	66 667	200 000
Afrique du Sud	6 090	19 146 668	-	4,10	4	3,84	3 152	4 156 001	5 226 052	6 291 410	15 673 463
Swaziland	2 630	883 612	-	3,68	5	4,21	1 176	855 879	1 475 391	2 243 333	4 574 604
République-Unie de Tanzanie	530	33 003 142	3,75	4,38	5	4,33	9 454	24 212 782	24 383 143	29 156 257	77 752 182
Ouganda	500	28 979 200	3,77	4,17	6	4,66	10 463	17 000 267	24 658 450	32 266 846	73 925 563
Zambie	1 070	8 311 681	3,44	3,87	4	3,86	3 393	5 911 938	8 871 408	10 463 523	25 246 869
Zimbabwe	460	7 756 587	1,98	2,06	4	2,55	1 766	53 060	66 674	80 266	200 000
Sous-total Afrique orientale et australe			87 405					169 309 134	211 903 447	254 998 391	636 210 972

^{a/} Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, 20 septembre 2011, données de l'année précédente disponibles sur CD-ROM.

^{b/} Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, 20 septembre 2011, données de l'année précédente disponibles sur CD-ROM.

* Allocation plafonnée.

Pays	Besoins du pays		Performance du pays					Allocation 2010	Allocation 2011	Allocation 2012	Montant total de l'allocation du pays 2010 à 2012
	RNB par habitant en 2010 ^{a/}	Population rurale 2010 ^{b/}	IARI 2010	Performance du secteur rural 2011	PAR 2011	Performance globale du pays	Note globale du pays				
Asie et Pacifique											
Afghanistan	379	25 857 571	2,63	2,91	5	3,66	6 561	7 889 475	12 776 862	19 239 782	39 906 119
Bangladesh	700	106 909 642	3,48	3,84	5	4,00	12 755	29 975 184	34 067 574	39 335 727	103 378 485
Bhoutan	1 880	458 794	3,92	4,13	6	4,74	1 205	2 331 387	2 871 515	3 714 592	8 917 494
Cambodge	760	10 914 733	3,36	3,60	5	4,04	4 567	10 816 573	13 650 329	13 736 414	38 203 315
Chine	4 260	737 403 031	-	4,32	6	4,62	-	37 600 000	47 000 000	56 400 000	141 000 000
Îles Cook*	9 879	2 987	-	3,54	4	3,46	-	133 333	133 333	133 333	400 000
Fidji	3 580	401 050	-	3,42	4	3,46	513	233 333	211 750	254 916	700 000
Inde	1 340	818 485 662	3,74	3,98	3	3,49	-	37 600 000	47 000 000	56 400 000	141 000 000
Indonésie	2 500	111 060 244	-	3,82	3	3,51	7 262	27 008 851	25 017 486	22 394 418	74 420 756
Iran (République islamique d)*	4 590	22 561 957	-	-	4	1,53	580	106 120	133 348	160 532	400 000
Kazakhstan ^a	7 440	6 771 161	-	-	4	1,53	-	53 060	66 674	80 266	200 000
Kiribati	2 010	55 746	3,03	3,42	4	3,37	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
République populaire démocratique de Corée	568	8 910 720	-	3,11	6	4,37	-	106 120	-	-	106 120
République de Corée	19 890	8 846 375	-	-	4	1,53	-	-	-	-	-
Kirghizistan	880	3 401 516	3,65	3,76	6	4,42	3 116	4 166 461	6 638 682	9 372 680	20 177 823
République démocratique populaire lao	1 040	4 142 197	3,28	3,59	3	3,32	1 842	4 689 707	5 572 543	5 401 568	15 663 817
Malaisie	7 760	7 895 483	-	4,38	4	3,99	2 159	53 060	66 674	80 266	200 000
Maldives	4 240	187 952	3,35	3,47	3	3,18	-	832 000	832 000	831 000	2 495 000
Îles Marshall*	3 450	15 239	-	3,49	4	3,50	-	133 333	133 333	133 333	400 000
Mongolie	1 850	1 171 300	3,41	3,65	6	4,42	1 605	3 043 245	3 968 662	4 950 568	11 962 475
Myanmar	593	31 703 551	-	2,32	4	2,84	3 877	4 881 512	6 139 459	7 391 022	18 411 993
Népal	480	24 506 760	3,29	3,56	3	3,31	4 946	10 132 085	12 072 652	14 879 162	37 083 898
Nioué	5 472	826	-	3,40	4	3,44	-	66 667	66 667	66 667	200 000
Pakistan	1 050	109 363 831	3,08	3,57	4	3,45	8 660	18 636 240	24 232 431	26 705 775	69 574 446
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 300	6 000 983	3,30	3,30	4	3,37	2 125	4 134 354	5 260 664	6 554 143	15 949 161
Philippines	2 060	31 335 628	-	4,09	6	4,84	8 213	13 273 117	18 267 875	25 326 914	56 867 907
Samoa	2 860	140 240	4,10	3,85	4	3,78	404	66 667	1 466 667	1 548 000	3 081 334
Îles Salomon	1 030	438 052	2,78	2,96	4	3,11	592	1 129 516	1 423 465	1 780 471	4 333 452
Sri Lanka	2 240	17 710 097	3,53	3,92	3	3,48	3 222	5 383 859	7 649 951	9 936 044	22 969 855
Tadjikistan	800	5 055 798	3,26	3,50	2	2,86	1 595	4 814 842	4 470 239	4 675 736	1, 960 816
Thaïlande	4 150	45 620 674	-	4,60	4	4,12	5 912	212 240	266 697	321 063	800 000
Timor-Leste	2 220	808 411	2,98	2,97	4	3,16	661	1 282 864	1 495 417	2 039 134	4 817 414
Tonga	3 390	77 731	3,47	3,49	4	3,49	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Viet Nam	1 110	61 898 763	3,78	4,19	3	3,69	7 569	18 287 657	20 701 715	23 340 743	62 330 116
Sous-total Asie et Pacifique							89 940	251 072 862	305 654 663	359 184 269	915 911 794

^{a/} Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, 20 septembre 2011, données de l'année précédente disponibles sur CD-ROM.

^{b/} Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, 20 septembre 2011, données de l'année précédente disponibles sur CD-ROM.

* Allocation plafonnée.

Pays	Besoins du pays		Performance du pays					Allocation 2010	Allocation 2011	Allocation 2012	Montant total de l'allocation du pays 2010 à 2012
	RNB par habitant en 2010 ^{a/}	Population rurale 2010 ^{b/}	IARI 2010	Performance du secteur rural 2011	PAR 2011	Performance globale du pays	Note globale du pays				
Amérique latine et Caraïbes											
Antigua-et-Barbuda	10 590	61 831	-	-	4	1,53	-	-	-	-	-
Argentine	8 500	3 071 341	-	4,66	3	3,98	1 367	1 861 553	2 736 986	4 217 109	8 815 648
Barbade	12 829	161 812	-	-	4	1,53	-	-	-	-	-
Belize	3 740	163 043	-	3,62	6	4,53	-	-	-	-	-
Bolivie (État plurinational de)	1 810	3 326 499	3,73	4,09	6	4,62	2 812	4 549 712	6 177 999	8 671 878	19 399 590
Brésil	9 390	26 317 773	-	4,95	6	5,41	6 496	13 034 230	16 520 351	20 034 471	49 589 052
Chili	9 950	1 882 506	-	-	4	1,53	-	-	-	-	-
Colombie	5 510	11 527 415	-	4,11	6	4,94	4 259	8 290 535	10 140 391	13 133 838	31 564 764
Costa Rica	6 550	1 663 223	-	-	6	2,63	-	-	-	-	-
Cuba	5 689	2 735 689	-	-	4	1,53	-	-	-	-	-
Dominique*	5 410	17 210	3,81	-	4	1,99	-	66 667	66 667	66 667	200 000
République dominicaine	5 000	2 928 559	-	4,25	1	3,00	871	3 878 030	3 890 218	2 684 928	10 453 176
Équateur	4 290	4 787 829	-	4,64	4	4,49	2 526	5 929 006	5 161 549	7 788 821	18 879 376
El Salvador	3 360	2 396 688	-	4,33	5	4,63	2 087	4 686 205	6 104 850	6 435 212	17 226 267
Grenade	5 550	72 096	3,78	4,30	3	3,74	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Guatemala	2 730	7 266 409	-	4,11	4	3,89	2 561	4 776 526	6 916 669	7 896 404	19 589 599
Guyana*	3 300	539 462	3,39	4,00	6	4,48	1 003	614 576	1 638 637	1 829 764	4 082 977
Haïti	650	5 036 596	2,93	3,69	5	3,82	2 996	4 857 536	7 139 458	8 785 648	20 782 642
Honduras	1 880	3 891 468	3,58	4,00	3	3,71	1 928	5 309 071	6 090 551	5 946 491	17 346 113
Jamaïque	4 770	1 251 165	-	4,28	4	3,94	1 035	1 943 374	2 523 913	3 190 299	7 657 586
Mexique	8 930	25 179 916	-	4,30	3	3,73	3 066	5 161 312	7 074 691	9 453 981	21 689 985
Nicaragua	1 090	2 471 546	3,66	3,89	5	4,23	2 345	5 042 456	6 701 533	7 055 048	18 799 038
Panama	6 980	886 239	-	4,14	2	3,21	534	1 000 000	1 000 000	1 646 171	3 646 171
Paraguay*	2 940	2 485 001	-	3,99	6	4,87	2 432	2 652 996	3 336 663	4 016 860	10 006 518
Pérou	4 780	8 257 729	-	4,31	6	5,05	3 970	8 036 850	10 223 873	12 242 622	30 503 345
Saint-Kitts-et-Nevis	9 520	35 424	-	-	4	3,73	-	-	-	-	-
Sainte-Lucie	4 970	125 280	3,84	-	4	1,99	-	-	-	-	-
Saint-Vincent-et-les Grenadines	4 850	57 072	3,79	-	4	4,05	-	-	-	-	-
Suriname	4 879	128 011	-	3,91	4	3,97	375	1 000 000	1 000 000	1 155 009	3 155 009
Trinité-et-Tobago	15 400	1 155 001	-	-	4	1,53	-	-	-	-	-
Uruguay	10 590	251 744	-	4,68	6	5,23	-	-	-	-	-
Venezuela (République bolivarienne du)	11 590	1 730 040	-	4,59	4	4,09	1 036	2 497 327	2 461 309	3 194 818	8 153 453
Sous-total Amérique latine et Caraïbes							43 697	86 187 962	107 906 309	130 446 038	324 540 308

^{a/} Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, 20 septembre 2011, données de l'année précédente disponibles sur CD-ROM.

^{b/} Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, 20 septembre 2011, données de l'année précédente disponibles sur CD-ROM.

* Allocation plafonnée.

Pays	Besoins du pays		Performance du pays					Allocation 2010	Allocation 2011	Allocation 2012	Montant total de l'allocation du pays 2010 à 2012
	RNB par habitant en 2010 ^{a/}	Population rurale 2010 ^{b/}	IARI 2010	Performance du secteur rural 2011	PAR 2011	Performance globale du pays	Note globale du pays				
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe											
Albanie	3 960	1 666 228	-	4,33	6	5,06	2 037	4 177 591	5 016 532	6 283 270	15 477 394
Algérie*	4 450	11 881 850	-	-	4	1,53	438	53 060	66 674	80 266	200 000
Arménie	3 090	1 122 422	4,12	4,64	6	5,01	1 778	3 711 283	4 471 334	5 482 765	13 665 382
Azerbaïdjan	5 080	4 324 911	3,68	4,17	6	4,71	2 547	5 350 293	6 356 616	7 855 466	19 562 375
Bosnie-Herzégovine	4 790	1 932 717	3,71	4,05	6	4,66	1 762	3 652 981	4 471 227	5 435 288	13 559 496
Croatie	13 780	1 866 996	-	-	4	1,53	-	-	-	-	-
Chypre	-	327 783	-	-	4	1,53	-	-	-	-	-
Djibouti	1 280	105 757	3,15	3,51	4	3,47	367	1 000 000	1 000 000	1 077 226	3 077 226
Égypte	2 440	46 401 256	-	4,64	6	5,24	10 994	22 848 370	28 188 671	33 903 431	84 940 472
Gaza et Cisjordanie	3 468	1 158 436	-	-	-	0,00	-	-	-	-	-
Géorgie	2 690	2 097 269	4,44	4,17	5	4,62	-	2 806 381	4 115 093	-	6 921 474
Iraq	2 340	10 762 357	-	3,65	4	3,58	-	4 922 309	6 520 730	-	11 443 039
Jordanie	4 390	1 300 105	-	4,39	6	5,09	-	-	-	-	-
Liban	9 080	541 132	-	4,29	4	3,95	606	1 226 986	1 623 618	1 869 506	4 720 111
Jamahiriya arabe libyenne	12 180	1 404 480	-	-	4	1,53	-	-	-	-	-
Ex-République yougoslave de Macédoine	4 520	661 441	-	-	4	1,53	-	-	-	-	-
Malte	-	21 887	-	-	4	1,53	-	-	-	-	-
République de Moldova	1 810	2 094 492	3,73	4,50	6	4,87	2 542	5 261 071	6 533 616	7 838 316	19 633 003
Maroc	2 900	13 834 961	-	4,23	4	4,13	3 794	7 865 382	9 802 470	11 700 345	29 368 197
Oman	-	787 429	-	-	4	1,53	-	-	-	-	-
Roumanie	7 840	9 734 673	-	-	4	1,53	-	-	-	-	-
Somalie	630	5 841 126	-	2,88	4	3,15	-	-	-	-	-
Soudan	1 270	23 866 464	2,44	3,68	4	3,37	3 974	7 410 343	8 465 398	11 652 096	27 527 837
République arabe syrienne	2 790	9 221 420	-	4,35	4	4,24	3 371	7 540 041	11 249 215	10 394 336	29 183 591
Tunisie	4 060	3 449 556	-	4,63	6	5,23	2 999	5 537 940	7 155 413	9 247 879	21 941 232
Turquie	9 890	22 116 707	-	4,48	4	4,44	3 999	8 397 315	11 197 764	12 333 209	31 928 287
Ouzbékistan	1 280	17 769 188	3,36	3,25	4	3,36	3 448	-	-	10 634 227	10 634 227
Yémen	1 060	16 403 815	3,17	3,90	4	3,79	4 435	8 536 810	10 482 324	13 003 583	32 022 717
Sous-total Proche Orient, Afrique du Nord et Europe							49 092	100 298 155	126 716 696	148 791 209	375 806 061
Total FIDA							348 374	752 000 001	940 000 000	1 128 000 000	2 820 000 001

^{a/} Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, 20 septembre 2011, données de l'année précédente disponibles sur CD-ROM.

^{b/} Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*, 20 septembre 2011, données de l'année précédente disponibles sur CD-ROM.

* Allocation plafonnée.

Évaluation de la performance du secteur rural en 2011

Tableau 1: Afrique de l'Ouest et du Centre

Indicateurs	Bénin	Burkina Faso	Cameroun	Cap-Vert	République centrafricaine	Tchad	Rép. dém. du Congo	Rép. du Congo	Côte d'Ivoire	Guinée équatoriale	Gabon	Gambie	Ghana	Guinée	Guinée-Bissau	Libéria	Mali	Mauritanie	Niger	Nigéria	Sénégal	Sao Tomé	Sierra Leone	Togo	Moyenne régionale
A. Renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations																									
A i) Environnement politique et juridique pour les bureaux de région	4,38	5,00	4,25	6,00	3,63	3,38	4,50	4,00	3,25	2,88	3,88	4,69	4,25	4,50	3,50	3,25	4,50	4,50	4,63	3,88	4,86	4,50	4,00	3,00	4,13
A ii) Dialogue entre le gouvernement et les bureaux de région	4,63	5,00	4,25	5,25	3,81	3,44	3,50	3,50	3,00	3,13	3,13	3,69	4,00	4,00	2,00	3,19	4,50	4,25	3,88	3,56	4,25	3,50	3,88	3,25	3,77
B. Améliorer l'accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies																									
B i) Accès à la terre	3,13	3,50	3,50	4,00	3,13	3,00	2,75	3,00	2,75	3,19	3,00	3,88	3,50	2,75	3,25	2,94	3,38	3,25	3,00	3,19	3,63	3,00	3,13	2,75	3,19
B ii) Accès à l'eau à usage agricole	4,00	4,25	4,00	5,50	3,13	3,25	3,50	3,50	3,00	4,06	4,00	4,00	4,00	2,25	2,50	2,81	4,00	4,50	3,25	3,75	4,00	3,00	3,00	2,75	3,58
B iii) Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	4,50	4,50	4,08	4,33	2,92	3,00	3,00	3,00	3,00	3,50	3,33	4,00	4,00	3,67	3,00	2,83	3,67	4,33	4,00	3,25	4,17	2,75	4,00	2,33	3,55
C. Améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés																									
C i) Conditions propices au développement des services financiers ruraux	3,75	3,50	3,25	4,00	2,75	3,19	2,50	3,00	3,00	3,13	4,00	4,19	4,25	3,00	1,75	2,81	4,00	3,25	3,75	4,19	4,25	3,00	3,94	2,50	3,37
C ii) Climat des investissements pour les entreprises rurales	3,92	4,25	3,50	4,33	2,75	2,67	2,67	3,33	3,17	2,40	2,00	4,05	4,50	3,33	3,33	3,58	4,00	3,00	3,67	3,75	4,67	3,00	3,83	3,00	3,45
C iii) Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,50	4,50	3,83	5,00	3,00	3,00	3,00	3,33	3,25	3,00	3,00	4,67	4,50	3,00	3,00	3,00	4,17	4,00	4,00	4,42	4,58	3,50	3,67	3,00	3,70
D. Questions d'équité entre les sexes																									
D i) Accès à l'éducation dans les zones rurales	4,50	4,25	4,31	4,50	3,00	2,94	3,25	3,25	3,25	3,25	4,00	3,88	4,50	3,50	3,00	3,00	3,88	3,50	3,88	3,75	3,81	3,50	3,50	3,00	3,63
D ii) Représentation des femmes	4,50	4,00	3,50	4,50	2,75	2,83	3,00	3,33	3,00	3,08	4,00	4,33	4,00	3,67	3,00	3,08	4,00	4,50	3,33	3,08	4,33	3,50	3,67	3,00	3,58
E. Gestion des fonds publics et respect des obligations redditionnelles																									
E i) Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	3,75	4,50	3,63	4,50	3,06	2,94	3,25	3,00	2,88	3,25	2,00	3,56	3,75	2,50	3,25	2,75	3,75	3,25	4,25	3,13	4,00	2,75	3,75	3,00	3,35
E ii) Respect des obligations redditionnelles, transparence et corruption en zone rurale	4,00	2,75	2,00	5,00	2,75	2,69	2,50	3,25	2,50	3,00	2,69	2,88	4,00	2,50	2,75	3,25	4,38	3,25	2,69	3,13	3,50	3,50	3,75	2,50	3,13
Tous indicateurs confondus	4,13	4,17	3,68	4,74	3,06	3,03	3,12	3,29	3,00	3,15	3,25	3,98	4,10	3,22	2,86	3,04	4,02	3,80	3,69	3,59	4,17	3,29	3,68	2,84	3,54

Tableau 2: Afrique orientale et australe

	Angola	Botswana	Burundi	Comores	Érythrée	Éthiopie	Kenya	Lesotho	Madagascar	Malawi	Maurice	Mozambique	Rwanda	Afrique du Sud	Swaziland	République-Unie de Tanzanie	Ouganda	Zambie	Zimbabwe	Moyenne régionale
Indicateurs																				
A. Renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations																				
A i) Environnement politique et juridique pour les bureaux de région	3,25	4,50	3,88	3,25	3,75	3,88	4,75	4,00	4,00	4,25	4,50	4,25	4,00	4,25	3,75	4,50	4,25	3,75	2,50	3,96
A ii) Dialogue entre le gouvernement et les bureaux de région	3,75	4,25	3,00	3,25	3,75	4,00	4,25	4,00	2,75	3,50	4,50	4,00	4,50	4,00	3,50	4,25	4,00	4,00	1,00	3,70
B. Améliorer l'accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies																				
B i) Accès à la terre	3,00	4,50	3,50	3,50	5,00	3,75	4,00	3,75	3,50	3,75	4,75	4,00	4,50	4,00	2,50	4,25	4,50	3,50	2,00	3,80
B ii) Accès à l'eau à usage agricole	2,25	3,75	3,00	2,75	3,50	4,50	4,25	2,50	4,25	3,75	4,50	4,00	4,75	4,00	3,75	5,00	3,50	3,50	2,50	3,68
B iii) Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	3,33	3,33	3,17	2,50	3,33	4,33	4,00	3,67	4,33	3,67	4,00	4,00	4,33	3,33	3,00	5,00	4,33	4,00	1,67	3,65
C. Améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés																				
C i) Conditions propices au développement des services financiers ruraux	3,50	3,25	3,75	4,25	2,00	4,50	4,00	4,00	4,50	3,75	5,00	4,00	4,25	4,00	4,00	4,00	3,75	4,00	2,00	3,82
C ii) Climat des investissements pour les entreprises rurales	3,33	4,67	3,33	3,00	2,00	4,33	4,67	4,33	3,67	3,33	5,33	4,00	4,33	4,67	3,67	3,67	4,00	4,00	1,67	3,79
C iii) Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	3,00	3,33	2,67	2,67	3,00	3,67	4,00	3,33	4,00	3,33	6,00	3,33	4,33	3,67	3,33	3,67	4,00	4,00	2,67	3,58
D. Questions d'équité entre les sexes																				
D i) Accès à l'éducation dans les zones rurales	3,75	6,00	3,00	3,00	3,75	4,25	4,75	5,50	4,50	4,25	6,00	4,50	5,00	4,00	4,25	5,00	4,50	4,75	2,75	4,39
D ii) Représentation des femmes	4,00	5,00	3,33	3,67	4,00	3,67	4,33	5,00	4,33	4,33	5,33	4,00	5,00	5,00	4,67	5,00	4,67	3,67	3,00	4,32
E. Gestion des fonds publics et respect des obligations redditionnelles																				
E i) Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	3,00	5,00	4,38	3,25	3,50	5,25	3,75	3,75	3,75	4,00	5,50	4,00	5,00	4,25	3,50	4,25	4,50	3,25	1,50	3,97
E ii) Respect des obligations redditionnelles, transparence et corruption en zone rurale	2,75	4,50	3,50	3,00	3,00	3,75	3,75	4,00	3,50	4,00	5,00	3,75	4,50	4,00	4,25	4,00	4,00	4,00	1,50	3,72
Tous indicateurs confondus	3,24	4,34	3,38	3,17	3,38	4,16	4,21	3,99	3,92	3,83	5,03	3,99	4,54	4,10	3,68	4,38	4,17	3,87	2,06	3,86

Tableau 3: Asie et Pacifique

	Afghanistan	Bangladesh	Bhoutan	Cambodge	Chine	Îles Cook	Fidji	Inde	Indonésie	Kiribati	Rép. populaire dém. de Corée	République kirghize	Rép. dém. populaire lao	Malaisie	Maldives	Îles Marshall	Mongolie	Myanmar
Indicateurs																		
A. Renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations																		
A i) Environnement politique et juridique pour les bureaux de région	3,75	4,13	4,38	3,63	4,25	3,75	2,63	4,13	4,00	3,50	2,25	3,88	4,00	5,25	4,25		4,00	2,50
A ii) Dialogue entre le gouvernement et les bureaux de région	3,00	3,63	3,33	3,50	4,25	3,75	3,00	4,00	3,50	3,50	3,75	4,00	4,13	4,75	3,25		3,50	2,13
B. Améliorer l'accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies																		
B i) Accès à la terre	2,81	3,19	5,06	3,38	4,19	3,44	3,50	3,50	3,94	3,13	3,69	3,69	3,50	4,13	3,50		3,44	2,06
B ii) Accès à l'eau à usage agricole	3,25	3,69	3,38	3,44	4,38	2,75	2,19	4,00	3,50	3,38	2,19	3,38	3,75	3,75	3,00		3,13	2,75
B iii) Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	3,08	3,83	4,00	3,17	4,08	2,75	3,50	4,00	3,50	3,83	2,67	3,67	3,33	4,33	2,33		3,17	2,83
C. Améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés																		
C i) Conditions propices au développement des services financiers ruraux	3,19	4,50	2,31	3,94	4,44	3,00	3,69	4,13	3,88	2,56	2,00	3,50	3,25	4,50	2,50		3,81	2,00
C ii) Climat des investissements pour les entreprises rurales	3,75	3,75	3,67	3,50	4,17	3,00	4,00	4,00	3,83	2,92	2,25	3,83	3,33	5,00	4,08		3,83	2,00
C iii) Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	3,42	3,67	3,33	4,00	4,83	2,92	3,92	3,67	3,50	2,17	2,25	3,33	2,67	5,00	4,00		2,83	2,67
D. Questions d'équité entre les sexes																		
D i) Accès à l'éducation dans les zones rurales	2,69	5,25	5,31	4,50	5,31	5,67	4,63	4,25	5,00	5,00	5,50	5,00	3,88	5,25	5,25		5,69	4,25
D ii) Représentation des femmes	1,33	4,00	4,00	3,42	3,75	4,67	4,00	4,00	4,00	3,83	4,58	4,00	4,00	3,33	3,00		3,50	1,33
E. Gestion des fonds publics et respect des obligations redditionnelles																		
E i) Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	2,63	3,50	5,75	3,50	4,25	3,00	3,25	4,31	3,50	3,25	2,75	3,63	3,75	3,75	3,75		3,63	1,75
E ii) Respect des obligations redditionnelles, transparence et corruption en zone rurale	2,06	2,94	5,00	3,19	3,94	3,75	2,75	3,81	3,75	3,94	3,50	3,25	3,44	3,50	2,69		3,25	1,63
Tous indicateurs confondus	2,91	3,84	4,13	3,60	4,32	3,54	3,42	3,98	3,82	3,42	3,11	3,76	3,59	4,38	3,47		3,65	2,32

Tableau 3: Asie et Pacifique (suite)

	Népal	Nioué	Pakistan	Papouasie- Nouvelle- Guinée	Philippines	Samoa	îles Salomon	Sri Lanka	Tadjikistan	Thaïlande	Timor-Leste	Tonga	Viet Nam	Moyenne générale
Indicateurs														
A. Renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations														
A i) Environnement politique et juridique pour les bureaux de région	3,88	3,75	3,56	3,69	4,75	3,63	3,25	4,00	3,50	5,25	3,25	4,00	4,50	3,84
A ii) Dialogue entre le gouvernement et les bureaux de région	3,13	3,75	3,69	3,63	4,38	3,50	2,50	3,75	3,50	4,50	2,25	3,50	3,94	3,57
B. Améliorer l'accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies														
B i) Accès à la terre	3,50	3,50	3,38	3,38	4,00	4,00	2,44	3,38	3,06	4,75	2,44	2,69	3,63	3,48
B ii) Accès à l'eau à usage agricole	3,56	3,00	3,44	2,44	4,13	3,63	2,44	3,13	3,50	4,25	2,44	3,75	4,50	3,34
B iii) Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	3,33	3,33	3,33	3,83	3,17	3,83	3,17	3,50	2,83	4,50	3,17	3,83	4,17	3,47
C. Améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés														
C i) Conditions propices au développement des services financiers ruraux	3,88	2,50	4,00	3,25	4,38	3,94	2,88	4,00	3,63	5,00	2,69	2,88	3,63	3,46
C ii) Climat des investissements pour les entreprises rurales	3,83	3,50	3,92	3,58	4,00	4,08	2,75	4,00	4,08	5,00	2,92	3,92	4,17	3,69
C iii) Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	3,33	3,67	3,67	3,83	3,67	3,42	3,00	4,08	2,67	5,00	2,67	3,33	3,83	3,48
D. Questions d'équité entre les sexes														
D i) Accès à l'éducation dans les zones rurales	3,88	4,25	3,75	3,44	5,25	5,00	4,00	5,63	4,75	5,25	4,06	5,13	5,25	4,73
D ii) Représentation des femmes	3,75	3,00	3,25	2,33	4,42	3,67	3,00	4,50	3,67	3,33	3,67	3,17	4,67	3,57
E. Gestion des fonds publics et respect des obligations redditionnelles														
E i) Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	3,75	3,00	3,50	3,50	3,75	3,63	3,38	3,50	3,81	4,63	3,00	2,88	4,00	3,54
E ii) Respect des obligations redditionnelles, transparence et corruption en zone rurale	2,88	3,50	3,38	2,75	3,25	3,88	2,75	3,56	3,00	3,75	3,06	2,81	4,00	3,30
Tous indicateurs confondus	3,56	3,40	3,57	3,30	4,09	3,85	2,96	3,92	3,50	4,60	2,97	3,49	4,19	3,62

Tableau 4 : Amérique latine et Caraïbes

	Argentine	Belize	Bolivie (État plurinational de)	Bésil	Colombie	République dominicaine	Équateur	El Salvador	Grenade	Guatemala	Guyana	Haïti	Honduras	Jamaïque	Mexique	Nicaragua	Panama	Paraguay	Pérou	Suriname	Uruguay	Venezuela (République bolivarienne du)	Moyenne régionale
Indicateurs																							
A. Renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations																							
A i) Environnement politique et juridique pour les bureaux de région	5,06	4,19	4,75	5,75	4,24	4,25	5,00	4,81	4,19	4,19	3,86	4,15	4,25	4,13	4,19	4,53	4,31	4,25	4,69	4,75	4,94	5,00	4,52
A ii) Dialogue entre le gouvernement et les bureaux de région	5,06	3,63	4,56	5,00	3,85	4,38	4,81	4,25	4,25	3,94	4,11	4,19	4,38	4,44	4,50	4,06	3,25	4,31	3,75	4,00	5,13	4,75	4,30
B. Améliorer l'accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies																							
B i) Accès à la terre	4,31	3,25	4,25	4,50	3,85	4,00	4,13	3,75	4,25	3,75	4,25	3,06	3,38	4,00	4,63	3,69	4,25	3,81	4,38	4,00	4,50	4,38	4,02
B ii) Accès à l'eau à usage agricole	4,63	3,19	3,64	3,88	3,94	4,00	4,00	3,63	3,69	3,88	4,00	3,81	3,75	4,56	4,00	3,44	4,19	4,00	4,38	4,50	4,00	4,00	3,96
B iii) Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	4,92	3,33	2,83	4,50	3,78	4,00	4,50	4,17	4,08	3,67	4,07	3,08	3,83	3,92	4,00	4,00	3,92	3,83	3,67	3,67	4,33	4,50	3,94
C. Améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés																							
C i) Conditions propices au développement des services financiers ruraux	3,88	4,00	4,00	5,25	3,84	4,50	5,25	4,50	4,05	4,13	3,80	4,00	3,88	3,88	4,38	3,94	3,94	4,00	4,63	3,75	4,88	4,00	4,20
C ii) Climat des investissements pour les entreprises rurales	4,33	3,50	3,38	5,00	4,73	4,00	4,33	4,58	4,12	4,58	3,67	3,67	4,58	4,67	4,33	4,00	4,83	4,17	4,83	3,33	5,00	4,67	4,29
C iii) Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,33	3,67	3,80	4,50	3,93	4,67	4,42	4,25	4,25	4,50	4,00	3,58	3,67	4,00	3,92	3,50	4,17	3,83	4,25	3,00	4,33	4,50	4,05
D. Questions d'équité entre les sexes																							
D i) Accès à l'éducation dans les zones rurales	5,63	4,81	4,81	6,00	5,19	5,00	5,25	5,00	5,13	5,00	4,31	4,00	4,25	5,50	4,88	4,00	5,06	4,00	4,63	5,00	5,75	5,63	4,95
D ii) Représentation des femmes	4,75	3,67	4,58	5,33	4,43	4,17	4,83	4,00	5,00	4,00	4,17	3,50	4,00	4,75	3,92	3,67	4,00	4,00	4,17	3,67	4,00	5,00	4,25
E. Gestion des fonds publics et respect des obligations redditionnelles																							
E i) Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	4,50	3,00	4,25	5,13	4,30	4,13	4,69	4,56	4,19	3,75	4,00	3,56	4,06	3,88	4,63	3,88	4,06	3,69	4,13	4,00	4,38	4,25	4,14
E ii) Respect des obligations redditionnelles, transparence et corruption en zone rurale	4,50	3,19	4,19	4,63	3,23	3,88	4,44	4,50	4,44	4,00	3,81	3,63	4,00	3,64	4,25	3,94	3,75	4,00	4,19	3,25	4,88	4,38	4,03
Tous indicateurs confondus	4,66	3,62	4,09	4,95	4,11	4,25	4,64	4,33	4,30	4,11	4,00	3,69	4,00	4,28	4,30	3,89	4,14	3,99	4,31	3,91	4,68	4,59	4,22

Tableau 5 : Proche-Orient et Afrique du Nord

Indicateurs	Albanie	Arménie	Azerbaïdjan	Bosnie-Herzégovine	Djibouti	Égypte	Géorgie	Iraq	Liban	République de Moldova	Maroc	Soudan	République arabe syrienne	Tunisie	Turquie	Ouzbékistan	Yémen	Moyenne régionale
A. Renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations																		
A i) Environnement politique et juridique pour les bureaux de région	4,50	5,00	4,25	4,25	3,50	4,50	4,25	4,00	4,25	4,50	5,00	3,88	3,88	5,00	4,25	3,00	4,50	4,26
A ii) Dialogue entre le gouvernement et les bureaux de région	4,50	4,25	4,00	4,25	3,00	4,75	4,00	3,88	3,75	4,00	4,00	4,00	3,50	4,63	4,75	2,75	4,00	4,00
B. Améliorer l'accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies																		
B i) Accès à la terre	4,75	5,00	4,75	4,00	3,50	5,00	4,75	3,88	4,00	4,75	4,25	3,63	4,38	4,38	4,75	3,00	4,50	4,31
B ii) Accès à l'eau à usage agricole	4,00	5,00	4,50	4,00	4,00	4,75	4,00	3,50	4,00	4,00	4,25	3,75	4,63	4,75	5,00	3,50	3,75	4,20
B iii) Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	4,00	4,00	3,67	4,00	2,33	4,17	3,67	3,33	4,00	4,00	4,00	3,67	3,83	4,00	4,67	3,67	4,00	3,82
C. Améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés																		
C i) Conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,75	5,00	4,00	4,00	4,00	5,00	4,50	3,50	4,38	4,50	5,00	3,88	4,25	3,88	3,75	3,00	4,00	4,20
C ii) Climat des investissements pour les entreprises rurales	4,67	4,33	4,00	4,00	4,00	4,83	4,33	3,83	4,33	4,67	4,33	3,83	4,50	5,00	5,00	2,67	4,67	4,29
C iii) Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,33	5,00	4,33	3,83	3,33	4,83	4,00	2,67	4,33	4,33	4,33	4,00	4,33	5,33	4,67	3,67	4,33	4,22
D. Questions d'équité entre les sexes																		
D i) Accès à l'éducation dans les zones rurales	4,50	5,50	5,00	4,25	4,00	4,25	4,75	3,88	5,50	5,75	3,75	4,00	4,75	5,50	4,50	4,25	2,75	4,52
D ii) Représentation des femmes	4,00	4,33	4,00	4,00	4,00	4,50	4,00	3,67	4,33	5,00	3,67	3,67	5,67	4,00	3,67	3,33	3,00	4,05
E. Gestion des fonds publics et respect des obligations redditionnelles																		
E i) Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	4,00	4,50	4,00	4,00	3,25	4,88	3,75	4,00	4,75	4,25	4,25	2,38	5,00	4,75	4,75	3,75	4,00	4,13
E ii) Respect des obligations redditionnelles, transparence et corruption en zone rurale	4,00	3,75	3,50	4,00	3,25	4,25	4,00	3,63	3,88	4,25	3,88	3,50	3,50	4,38	4,00	2,38	3,25	3,73
Tous indicateurs confondus	4,33	4,64	4,17	4,05	3,51	4,64	4,17	3,65	4,29	4,50	4,23	3,68	4,35	4,63	4,48	3,25	3,90	4,14

Cadre pour la soutenabilité de la dette 2012: pays admissibles

Rouge	Jaune
Burkina Faso	Bénin
République démocratique du Congo	République centrafricaine
Côte d'Ivoire	Tchad
Gambie	Ghana
Guinée	Guinée-Bissau
Sao Tomé-et-Principe	Mali
Burundi	Mauritanie
Comores	Sierra Leone
Érythrée	Togo
Afghanistan	Lesotho
Kiribati	Malawi
République démocratique populaire lao	Rwanda
Maldives	Cambodge
Îles Marshall	Kirghizistan
Tadjikistan	Népal
Tonga	Îles Salomon
Haïti	Nicaragua
Djibouti	
Soudan	
Yémen	